



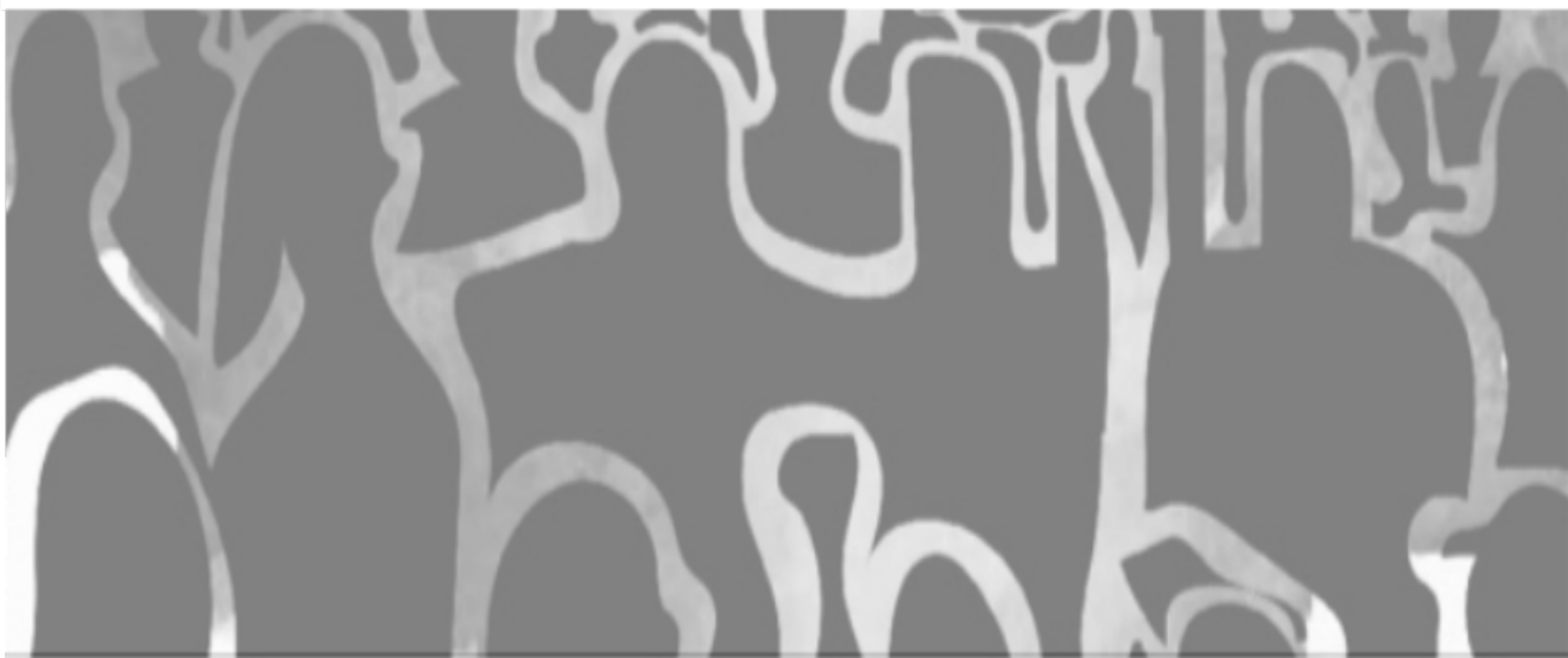
Contre une nouvelle prison à Muret et ceux qui la construisent !

**Rassemblement le lundi 10 octobre
devant la sous-préfecture**

D'ici 2027, l'État prévoit la construction de 15 000 places de prison supplémentaires, soi-disant pour lutter contre la surpopulation carcérale et les mauvaises conditions de détention. Cette politique fait partie d'une stratégie gouvernementale toujours plus répressive envers ceux qui ne respecteraient pas les règles du jeu de la propriété privée, de l'exploitation salariale, et de la défense des intérêts de l'État et des classes dominantes. Comme si des prisons ultra-moderne et technologiques pouvaient rendre l'enfermement plus acceptable ! Comme si ces nouvelles cellules n'allaient pas servir à plus de répression !

Quelques mois à peine après son ouverture, la maison d'arrêt de Seysses était déjà surpeuplée et c'est évidemment toujours le cas. Aujourd'hui, c'est à Muret que débute une seconde enquête publique afin d'entériner le projet de construction de 615 nouvelles places en cellules.

Elle vise à savoir si le projet ne menace pas la faune et la flore des parcelles agricoles qu'il implique de bétonner. Mais comme d'habitude, il s'agit surtout d'entretenir le spectacle de la concertation en attendant le début des travaux prévus quoi qu'il arrive en 2023. Histoire d'orienter la discussion sur comment mettre en place le projet et d'évacuer l'idée de son abandon !



La dernière enquête publique avait recueilli majoritairement des avis défavorables sans que cela n'empêche l'État de poursuivre sa marche en avant sécuritaire.

Le lundi 10 octobre, de 13h30 à 17h, Jean-Pierre Wolff, commissaire enquêteur de la CNDP habitué à cautionner différents projets de prison, tiendra une permanence à la sous-préfecture de Muret. Il sera pour l'occasion accompagné de l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) qui supervise la construction de toutes les prisons en France et de son « bureau d'étude naturaliste » !

Puisqu'ici ou ailleurs, la prison est l'outil d'un capitalisme effréné qui a besoin d'enfermer pour subsister, ces gens-là ne seront jamais des interlocuteurs mais toujours nos ennemis. Puisque la taule constitue l'aboutissement d'une société de contrôle généralisé et du fantasme des dominants qui aimeraient étendre les quadrillages policiers à l'ensemble de nos existences, lutter contre l'implantation de l'une d'entre elles, c'est résister à leur monde d'exploitation et de répression. La venue de ses sales acteurs est une bonne occasion de perturber leur routine démocratique.

C'est pourquoi on appelle à se rassembler à 13h devant la sous-préfecture de Muret (10 All. Niel, 31600 Muret), pour manifester notre opposition à toutes les formes d'enfermement et leur cracher notre mépris.

À BAS TOUTES LES PRISONS, CONSTRUITES OU À VENIR



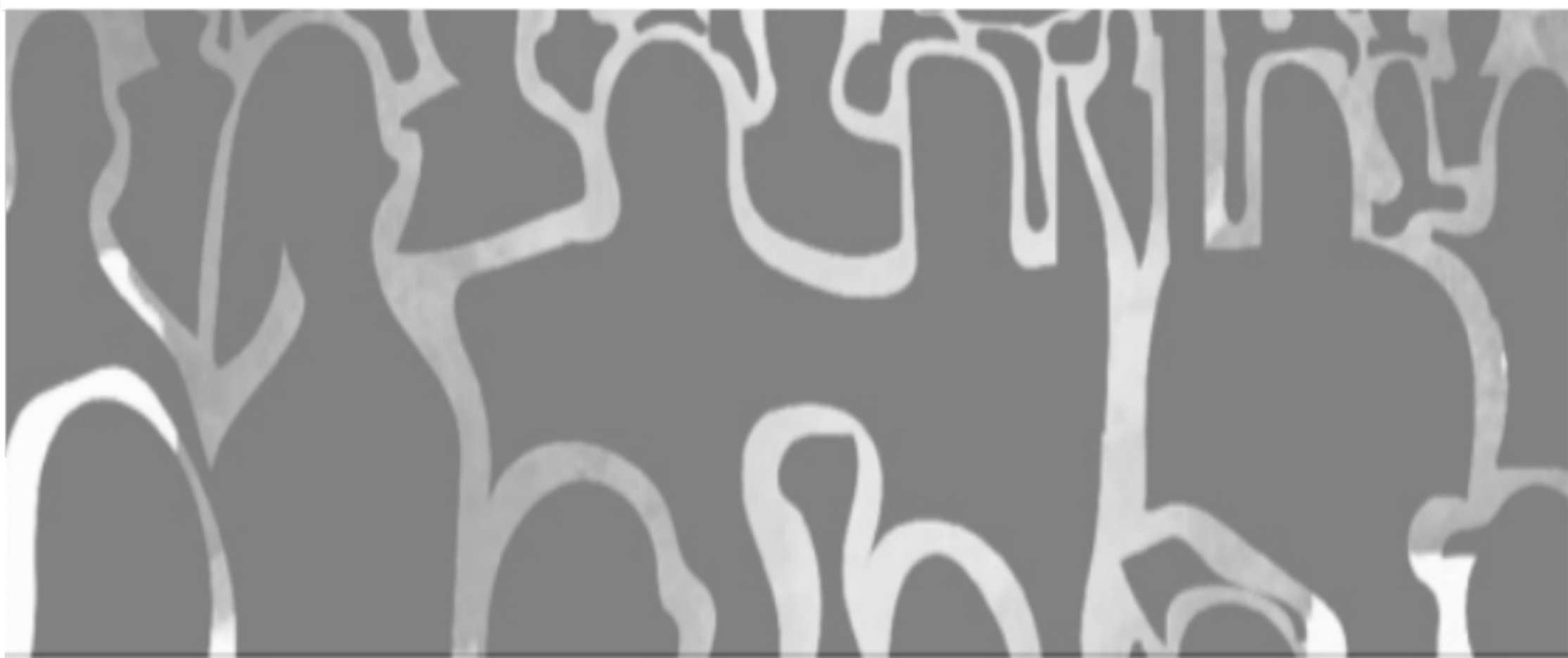
Contre une nouvelle prison à Muret et ceux qui la construisent !

**Rassemblement le lundi 10 octobre
devant la sous-préfecture**

D'ici 2027, l'État prévoit la construction de 15 000 places de prison supplémentaires, soi-disant pour lutter contre la surpopulation carcérale et les mauvaises conditions de détention. Cette politique fait partie d'une stratégie gouvernementale toujours plus répressive envers ceux qui ne respecteraient pas les règles du jeu de la propriété privée, de l'exploitation salariale, et de la défense des intérêts de l'État et des classes dominantes. Comme si des prisons ultra-moderne et technologiques pouvaient rendre l'enfermement plus acceptable ! Comme si ces nouvelles cellules n'allaient pas servir à plus de répression !

Quelques mois à peine après son ouverture, la maison d'arrêt de Seysses était déjà surpeuplée et c'est évidemment toujours le cas. Aujourd'hui, c'est à Muret que débute une seconde enquête publique afin d'entériner le projet de construction de 615 nouvelles places en cellules.

Elle vise à savoir si le projet ne menace pas la faune et la flore des parcelles agricoles qu'il implique de bétonner. Mais comme d'habitude, il s'agit surtout d'entretenir le spectacle de la concertation en attendant le début des travaux prévus quoi qu'il arrive en 2023. Histoire d'orienter la discussion sur comment mettre en place le projet et d'évacuer l'idée de son abandon !



La dernière enquête publique avait recueilli majoritairement des avis défavorables sans que cela n'empêche l'État de poursuivre sa marche en avant sécuritaire.

Le lundi 10 octobre, de 13h30 à 17h, Jean-Pierre Wolff, commissaire enquêteur de la CNDP habitué à cautionner différents projets de prison, tiendra une permanence à la sous-préfecture de Muret. Il sera pour l'occasion accompagné de l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) qui supervise la construction de toutes les prisons en France et de son « bureau d'étude naturaliste » !

Puisqu'ici ou ailleurs, la prison est l'outil d'un capitalisme effréné qui a besoin d'enfermer pour subsister, ces gens-là ne seront jamais des interlocuteurs mais toujours nos ennemis. Puisque la taule constitue l'aboutissement d'une société de contrôle généralisé et du fantasme des dominants qui aimeraient étendre les quadrillages policiers à l'ensemble de nos existences, lutter contre l'implantation de l'une d'entre elles, c'est résister à leur monde d'exploitation et de répression. La venue de ses sales acteurs est une bonne occasion de perturber leur routine démocratique.

C'est pourquoi on appelle à se rassembler à 13h devant la sous-préfecture de Muret (10 All. Niel, 31600 Muret), pour manifester notre opposition à toutes les formes d'enfermement et leur cracher notre mépris.

À BAS TOUTES LES PRISONS, CONSTRUITES OU À VENIR